

J-23

LÉGISLATIVES
2010

Épingle

Appel aux futurs élus contre l'antisémitisme

Mise en garde Le président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique invite les futurs élus fédéraux à se mobiliser contre l'antisémitisme, qui redresse une fois encore la tête chez nous. Et Maurice Sosnowski de constater que "si l'antisémitisme d'extrême droite subsiste et qu'il ne faut pas le sous-estimer, il est apparu un antisémitisme, notamment d'extrême-gauche, virulent et très actif. Il ne s'est pas heurté aux fermes lignes rouges, politiques, judiciaires et morales qu'il aurait fallu installer, notamment à l'égard de l'importation du conflit du Moyen-Orient, dans notre pays qui, sous couvert de critique de la politique israélienne, le permet, voire l'encourage. Cet antisémitisme-là est constitué d'un mélange délibéré de délégitimation d'Israël, de banalisation et négation de la Shoah, ainsi que de clichés de l'antisémitisme traditionnel qu'on croyait disparus". Tout récemment, le stéréotype du "Juif buveur de sang" est réapparu lors d'une manifestation "anti-Dexia" mais "aucun parmi les organisateurs ou les participants n'a à cette heure, dénoncé ou condamné un scandale que l'on croyait jusqu'ici réservé à la propagande et aux médias islamistes". Pour le CCOJB presque toutes les manifestations contre la politique israélienne semblent avoir impunément de telles expressions d'antisémitisme pour scénario. Il appelle donc "les partis politiques démocratiques à refuser d'encore se prêter à de telles dérives antisémites, à les condamner, et à encourager les poursuites judiciaires adéquates". Et demande la tolérance zéro à l'égard de l'antisémitisme. Le D' Sosnowski veut dès lors être reçu par le formateur du prochain gouvernement. (C.Le)

lalibre.be

EN DIRECT

Suivez en direct toute l'actualité de la campagne électorale sur votre site préféré.

■ Thème de campagne (6) | L'emploi

Une politique dopée par l'urgence

► Tous les partis font de l'emploi leur grande priorité.

► Grâce à des mesures anti-crise, la catastrophe a pu être évitée. Pour l'heure.

L'emploi. Pour les partis, c'est la "priorité absolue". Et pour cause. L'année qui vient s'annonce à nouveau catastrophique. Après avoir perdu 23 200 postes de travail en 2009, la Belgique en perdra sans doute 38 800 autres en 2010 selon les estimations du Bureau du plan. Pour 2011, les prévisions sont plus encourageantes : on évoque la création nette de 7 400 emplois. Mais ces estimations ont été effectuées avant que les bourses européennes ne soient à nouveau dans l'œil du cyclone. Une éventuelle contagion de la crise grecque à toute la zone euro plombera à nouveau l'horizon social. Qui n'a vraiment pas besoin de cela.

Il faut cependant reconnaître que l'emploi, c'est peut-être le secteur où l'équipe sortante s'est le mieux débrouillée. Les débuts de la ministre en charge du dossier, Joëlle Milquet (CDH), sont plutôt difficiles. A peine installée, elle se retrouve confrontée à une opposition des partis et surtout du gouvernement flamands. Sa réforme de l'activation des chômeurs est rembarquée sèchement. La Flandre n'a pas avalé l'échec des négociations institutionnelles durant la tentative orange-bleue. Elle le fait payer à "Madame Non".

Puis la crise économique se déclenche. Brutale. Elle change la donne. La Flandre est sévèrement touchée. Plus sévèrement que les autres régions : son économie est davantage exposée aux retournements de la conjoncture internationale. Elle a désormais besoin du fédéral, qui dispose, pour l'heure, toujours des principaux leviers en matière d'emploi.

La ministre de l'Emploi a bien compris qu'il y avait une chance unique à saisir : montrer que le fédéral peut se révéler très utile à la Flandre en cas de coups durs. Et on lui laisse désormais les coudées franches. Joëlle Milquet orchestre une nouvelle baisse de charges sur le travail de nuit et en équipe, qui bénéficie largement aux grands constructeurs automobiles établis en Flandre. Elle appuie le projet d'accord interprofessionnel, qui combine réduction de coût salarial et hausse du pouvoir d'achat des travailleurs. En

2009, elle fait adopter un arsenal de mesures anti-crise : on y trouve notamment l'introduction du chômage temporaire des employés malgré les réticences des syndicats.

En 2010, elle obtient des moyens pour financer une nouvelle baisse de charges patronales pour l'embauche de jeunes travailleurs et de travailleurs âgés. Le ministre flamand de l'Emploi, le N-VA Philippe Muylers, menace dans un premier temps de déclencher un conflit d'intérêt jugeant que ce plan – le plan Win-Win – défavorise la Flandre. Mais le Premier ministre Yves Leterme (CD&V) joue les intermédiaires. Une réunion est organisée : elle permet d'éviter le conflit d'intérêt tout en maintenant dans leur intégralité les mesures préconisées.

Nul doute que ces mesures ont permis d'éviter la catastrophe. En deux ans, le taux de chômage n'a augmenté que de 1 % en Belgique alors que, dans le même temps, il grimpeait de 2,5 % en moyenne dans l'ensemble des pays de la zone euro. Joëlle Milquet est même finalement parvenue à obtenir un accord au sein du gouvernement, et en concertation avec les Régions, sur une réforme de l'activation des chômeurs. La crise – communautaire – est cependant tombée trop tôt. Cette réforme, Joëlle Milquet n'a pu la mettre en œuvre concrètement. Et il y a fort à parier que sous la prochaine législature, l'activation du chômage sera en tout ou en partie régionalisée.

Vincent Rocour

Lier les aides publiques au maintien de l'emploi

Pour le PS, il faut, en ces temps de crise, adopter de nouveaux mécanismes pour freiner les pertes d'emploi. Les socialistes veulent notamment lier les aides publiques en faveur des entreprises au maintien de l'emploi. Et retirer le bénéfice de ce genre d'aides aux entreprises qui licencient du personnel sans être vraiment en difficulté. Les intérêts notionnels sont clairement visés.

Il faut aussi, pour le PS, créer de nouveaux emplois. Concrètement, les socialistes proposent de rétablir, "dans une certaine proportion",

l'obligation de remplacement pour les interruptions de carrière et les crédits-temps au moins dans les grandes entreprises. Le PS préconise aussi la conclusion, dans chaque entreprise, d'un pacte "emploi seniors" fixant des objectifs précis en matière de maintien à l'emploi et d'engagement des plus de 50 ans.



La crise a durement frappé le marché de l'emploi ces deux dernières années. Les dégâts ont pu être limités. Mais ils sont bien réels.

Une nouvelle baisse des charges patronales

Pour stimuler l'emploi, le MR veut encore réduire les coûts à l'embauche. Il propose notamment de supprimer les charges patronales sur le salaire des trois premiers travailleurs dans les petites entreprises. Il propose par ailleurs de fondre tous les différents plans d'embauche dans une opération de réduction générale de cotisations sociales, plus particulièrement pour les bas salaires. Le MR veut aussi récompenser le travail. Il entend poursuivre



la hausse du salaire net des travailleurs par une diminution des charges fiscales et sociales (pour ne pas alourdir le coût salarial). Il propose en outre des tarifs forfaitaires pour les transports en commun "afin que la distance parcourue ne soit pas un frein au travail", une hausse de la déductibilité fiscale pour les frais de crèche, des incitants financiers pour les personnes qui choisissent de se réorienter vers un métier en pénurie.

Un grand pacte pour la formation

Le CDH entend miser sur ce qu'il appelle le "capital humain". Il prône ainsi la conclusion d'un grand pacte pour la formation professionnelle entre toutes les composantes de l'Etat belge. Ce pacte devrait améliorer la réinsertion, mais aussi la réorientation au cours d'une carrière. Dans le même ordre d'idée, le CDH préconise d'investir davantage dans l'accompagnement des chômeurs. Les Humanistes entendent aussi



dynamiser l'offre d'emplois. Comme d'autres, ils préconisent une baisse de la fiscalité pesant sur le travail – une baisse qui serait compensée en tout ou en partie par une hausse de la fiscalité sur le capital. Enfin, le CDH invite les entités fédérées à réaliser une "alliance emploi-environnement" qui "dope les emplois environnementaux et le développement de l'entreprenariat dans ce secteur".

Assurer la transition écologique de l'emploi

Pour Ecolo, le redéploiement de l'emploi, c'est dans le développement durable qu'il faudra aller le chercher. Les verts veulent que l'Etat fédéral, avec l'appui des régions, encourage le développement des filières vertes (énergies renouvelables, transports publics, chimie verte, alimentation bio et de qualité...). Ils lui demandent aussi de favoriser la "transition écologique" des secteurs classiques de l'économie. Ils préconisent notamment de



conditionner les aides publiques à l'emploi et au développement durable. Ecolo veut également augmenter l'investissement public dans la recherche et l'innovation, en priorité dans les secteurs verts. Il estime par ailleurs que le secteur non-marchand comme l'aide aux personnes, "créateur de richesses et de solidarité", doit être mieux soutenu par les pouvoirs publics.

■ Sur les listes (6)

Déjà les deux pieds en politique

► Peter Van Rompuy (CD&V) n'a pas attendu d'être élu pour être actif en politique.

Portrait Pierre Gilissen

Dans la famille Van Rompuy, après Tine (LLB du 20/5), voici Peter, fils d'Herman et huitième sur la liste CD&V du Sénat. A 30 ans, Peter Van Rompuy affiche déjà un CV long comme le bras.

Il a commencé par des études de droit à la KU Leuven, dont 6 mois à Stellenbosch en Afrique du Sud – il a un goût affirmé pour les voyages lointains.

Son début de carrière semble le voir tourner le dos à la politique : un an dans la finance comme avocat (pas vraiment son truc), puis deux ans et demi comme "consultant en communication stratégique" dans une boîte de communication. Une fonction qui lui plaisait plutôt bien et, au fond, pas si éloignée que ça de la politique.

Le virus politique, le vrai, le prend en 2007 et ne le lâche plus : 10 mois comme assistant parlementaire – il bosse sur les entreprises publiques – puis une fonction de "speech writer" au cabinet De Crem. Et depuis la chute du gouvernement, le voilà à plein-temps (il y était déjà à mi-temps) au secrétariat international du CD&V. On s'y occupe de politique étrangère, des relations avec le PPE, CDH compris. On l'a dit, il aime les voyages et l'international. Alors qu'irait-il donc faire au Sénat ? "J'adore mon travail, mais en politique, ce sont les élections qui font la différence. Si on veut un jour pouvoir réaliser des choses, il faut en être."

Des idées, il en a comme celle, pour mettre fin à cette atmosphère de campagne permanente, de créer "des fenêtres de quelques mois durant lesquelles on organise toutes les élections, comme en France". D'une manière générale, il estime qu'il faudrait penser beaucoup plus au long terme en politique.

De toute façon, il voit sa 8^e place comme une "place de combat" : "Si tout se passe vraiment de manière parfaite, je serai élu, mais pour moi, chaque voix va compter." Outre les voix qu'il récoltera en son nom propre ("J'ai été très actif aux jeunes CD&V et j'écris régulièrement des opinions dans "Knack"), il pourrait aussi bénéficier d'un effet Van Rompuy le 13 juin ("Je sais que j'aurai des voix qui visent mon père ou mon oncle").

Il est aussi bien placé pour savoir



Le fils d'Herman Van Rompuy n'a jamais hésité sur sa couleur politique.

qu'avoir un arbre généalogique n'est pas toujours un avantage en politique. Fin 2008, il était bien engagé dans la course à la présidence des jeunes CD&V, il avait fait campagne, mais son père est alors devenu Premier ministre et il a dû faire machine arrière. "Jonh-CD&V doit être indépendant du CD&V. Si le fils avait commencé à critiquer le père, il se serait posé d'office un problème de crédibilité." Entre-temps, la page est tournée et il se contente d'être président provincial (Brabant flamand) des jeunes.

Au fait, que pensent les jeunes du virage opéré par le parti après la rupture du cartel avec la N-VA ? "Personnellement, je ne parle pas de virage. Les jeunes, eux, sont très flamands ("Vlaamsgezind"), tous, il n'y a aucun doute là-dessus, et moi, je suis comme cela aussi. Mais ils sont aussi pragmatiques et ouverts au dialogue. Notre première préoccupation est d'obtenir des résultats."

Son pronostic de ce point de vue, pour l'après 13 juin ? Il ne se hasarderait pas. Pas sûr que les points de vue des deux communautés se soient rapprochés mais "la grande leçon de 2007, c'est qu'il faudra que les négociateurs s'isolent pendant plusieurs semaines et coupent leur Blackberry".

Peter Van Rompuy est déjà comme ça : mesuré dans ses déclarations, prudent avec les médias et jamais avare de considérations pratiques sur la politique. La marque d'un jeune homme politique qui a grandi dans le sérial et a été initié très tôt aux arcanes et aux ficelles ? "Non, tous les Jonh-CD&V sont comme ça. Ils sont presque tous actifs dans l'un ou l'autre cabinet ministériel." Aîné des quatre enfants du "président de l'Europe", il est du reste le seul de la fratrie à faire de la politique.